

CANADA

L'AUTRE PUISSANCE AMÉRICAINE ?

GÉOPOLITIQUE : Le défi jordanien

GÉOÉCONOMIE : Vers une reprise de l'économie japonaise ?

POINTS CHAUDS : Sahara occidental, Pakistan, Moldavie, Cuba...

DOM : 8,95 € - CANADA : 12,95 \$ CAN. - ETATS UNIS : 12,95 \$ - BELGIQUE/LUXEMBOURG/ITALIE/ESPAGNE/PORTUGAL/ALLEMAGNE/AUTRICHE/POLONIE/GRÈCE : 8,95 €
SUISSE : 14 CHF - LIBAN : 19 000 LBP - MAROC : 60,00 MAD - HONG KONG : 12,95 € - NOUVELLE-CALÉDONIE/POLYNÉSIE FRANÇAISE : 1 700,00 CFP - CAMEROUN/CÔTE D'IVOIRE/
CÔTE D'IVOIRE : 16 000 CFA - JAPON : 2 400,00 ¥



RETROUVEZ TOUS NOS MAGAZINES EN KIOSQUE



« UN AUTRE
REGARD SUR
LE MONDE »



Retrouvez nos publications en kiosque, librairie et sur Internet

WWW.GEOSTRATEGIQUE.COM



8/POINTS CHAUDS

- 8 - ENTRETIEN Sahara occidental : un conflit sans fin
- 12 - ANALYSE République de Moldavie en 2013 : entre l'Europe et l'Eurasie
- 17 - ANALYSE La situation politique au Pakistan
- 22 - ANALYSE Réformes à Cuba : la persistance dans le changement
- 26 - ENTRETIEN La Chine et le Moyen-Orient : les enjeux de la politique étrangère chinoise



30/DOSSIER

- 32 - ANALYSE La politique étrangère et de défense du Canada
- 37 - PORTFOLIO Les sables bitumineux : un enjeu stratégique pour le Canada
- 38 - ANALYSE Canada : l'identité québécoise en question
- 42 - ANALYSE Quel avenir pour le Québec au sein de la fédération canadienne ?
- 46 - ENTRETIEN Le Québec : vers un État souverain ?
- 50 - ANALYSE Un Canadien errant...
Comment Ottawa saborde sa bonne réputation internationale
- 54 - ANALYSE Le Canada et les peuples autochtones
- 58 - ANALYSE L'émergence des nouvelles problématiques dans l'Arctique ou le Grand Nord, nouvel espace géopolitique



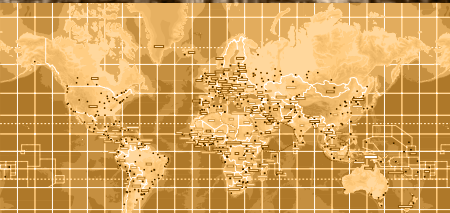
62/GÉOPOLITIQUE

- 64 - ANALYSE Histoire mouvementée de la Jordanie
- 71 - ANALYSE Le contrat social jordanien ou la citoyenneté en question
- 76 - ANALYSE Le royaume hachémite sous perfusion face au Printemps arabe



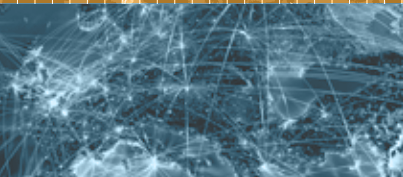
80/GÉOÉCONOMIE

- 82 - ANALYSE La réponse des autorités japonaises à la crise
- 88 - ANALYSE Les postures nationalistes du Japon menacent-elles réellement l'équilibre asiatique ?



92/ALERTES DE SÉCURITÉ

- 92 - CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



96/LECTURES

analyse

Par **Éric Boulanger**,
membre associé, Centre
d'études sur l'intégration
et la mondialisation,
Université du Québec à
Montréal.



La réponse des autorités japonaises à la crise

Le Premier ministre Shinzo Abe prend le pouvoir en décembre 2012. Aussitôt, il met en branle un vaste chantier de relances et de réformes économiques – surnommées « Abenomics » – qui auront comme objectif, selon lui, de faire à nouveau du Japon « le moteur de la croissance économique mondiale », un rôle qu'il a été incapable de jouer depuis vingt ans en raison principalement de la déflation structurelle, mais aussi d'un endettement massif de l'État et d'un ensemble de régulations socio-économiques et politiques nuisibles aux investissements et à l'innovation.

Abe a trois « flèches » à son arc : un assouplissement monétaire de très grande envergure pour mettre fin à la déflation ; une politique fiscale « flexible » pour à la fois stimuler la croissance avec des plans de relance et reprendre le contrôle des dépenses publiques afin de permettre à l'État de gérer de nombreux défis comme le déclin démographique et le vieillissement de la population ; une réforme structurelle du Japon Inc. (terme désignant le système traditionnellement étatiste et centralisé de l'économie japonaise, NdlR) pour redynamiser le secteur privé.

Un travail de longue haleine qui s'échelonne sur plusieurs années, mais déjà les résultats de son assouplissement monétaire se font sentir avec une baisse rapide de la valeur du yen de 25 % – qui était devenu une valeur refuge depuis quelques années nuisant ainsi aux exportations. La Bourse de Tokyo a fracassé des records vieux de quarante ans et la croissance pour le premier trimestre de 2013 a atteint 4,1 % sur une base annuelle, donnant ainsi un nouvel élan à la consommation, traditionnellement anémique. Le nouvel homme fort du Japon aurait-il réussi là où de nombreux politiciens ont échoué : sortir

Photo ci-dessus :
Le Premier ministre japonais
Shinzo Abe prononce un
discours à Yokosuka, le
17 mars 2013 (© AFP/
Kazuhiro Nogi).



Le Japon de son « déclin tranquille » en éliminant la déflation ? Préparant à plus long terme, avec ses deux autres « flèches », la « renaissance » de l'archipel ? Le scepticisme est de mise selon plusieurs observateurs. Les fortes fluctuations boursières des derniers mois indiquent un degré important d'incertitude à l'égard des efforts du gouvernement de relancer la croissance ; la dévaluation du yen a fait bondir les prix de l'énergie et de l'alimentation. Le Japon importe 60 % de sa nourriture et l'industrie agroalimentaire annonce plusieurs hausses de prix pour le 1^{er} juillet 2013, allant jusqu'à 13 % pour certains aliments. Avec 48 de leurs 50 réacteurs nucléaires à l'arrêt, les compagnies d'électricité doivent se rabattre sur l'énergie fossile pour faire fonctionner leurs centrales thermiques, les forçant à hausser sensiblement leurs tarifs. Dans son éditorial du 17 juin 2013, le quotidien *The Japan Times* parle du « côté sombre » des *Abenomics*. On craint les « bulles financières » mais également une hausse des inégalités sociales liées à l'inflation, qui ne se reflétera pas automatiquement dans les salaires, et aux réformes structurelles d'inspiration néolibérale, lesquelles pourraient bien s'attaquer aux dépenses dans les services sociaux (1). Examinons plus en détail ce vaste chantier dans le contexte de la stagnation de l'économie japonaise depuis vingt ans, d'autant que la stratégie du gouvernement s'inscrit dans une pratique institutionnelle de sortie de crise qui a rarement atteint ses objectifs, notamment en matière de déflation et de croissance (2).

Une ou deux décennies perdues ?

La « décennie perdue » des années 1990 a porté un dur coup à l'économie et à la société japonaises. Le pays ne s'en est d'ailleurs jamais complètement remis. Elle était à la base une crise conjoncturelle : l'explosion des bulles foncière et boursière en 1989-1990. Mais sous les effets conjugués de sa gestion malhabile par le gouvernement, l'*endaka* (la hausse continue de la valeur du yen entre 1985 et 1995), les tensions commerciales avec les États-Unis et l'internationalisation partielle de l'économie (notamment l'expansion des firmes nipponnes à l'étranger et la désindustrialisation), elle s'est transformée en une crise structurelle qui a amené non seulement le système financier national au bord de la faillite, mais a occasionné une



“ La « décennie perdue » des années 1990 a porté un dur coup à l'économie et à la société japonaises. Le pays ne s'en est d'ailleurs jamais complètement remis. ”

dégringolade des indices boursiers (qui ne s'est arrêtée qu'en 2003, à leur valeur de 1982) et des prix fonciers qui se poursuit toujours même après avoir perdu 80 % de leur valeur (3). La déflation des prix à la consommation apparaît en 1998 et se continue encore maintenant. Ses causes sont obscures et sujettes à débat, mais la perte de confiance des consommateurs dans l'économie en explique une partie. Une autre raison réside dans une « fatigue institutionnelle » comme l'indiquent les nombreux plans de relance – plus de 1600 milliards \$US en dix ans – qui, tout en laissant les finances publiques dans un état déplorable, n'ont guère eu d'effet sur la croissance qui ne dépasse pas 1 % annuellement (4). Les forces économiques apparaissent sclérosées dans une économie mondiale en forte croissance.

À la suite des réformes structurelles mises en place par le PM Junichiro Koizumi (2000-2006), notamment l'assainissement et le redressement du secteur financier, le Japon semble se sortir assez bien de la décennie perdue. Entre 2002 et 2008, le pays faisait l'expérience de sa plus longue période de croissance économique interrompue de l'après-guerre, faible, à peine 2 %, mais qui apparaît suffisante pour espérer un retour à une conjoncture normale non déflationniste. Favorisée par la faiblesse du yen, la croissance est portée par les exportations qui passent de 52 trillions à 84 trillions ¥ entre 2002 et 2007, une hausse de plus de 60 % attribuée en grande partie au commerce avec l'Asie et la Chine où l'expansion constante des réseaux de production des firmes japonaises propulsent

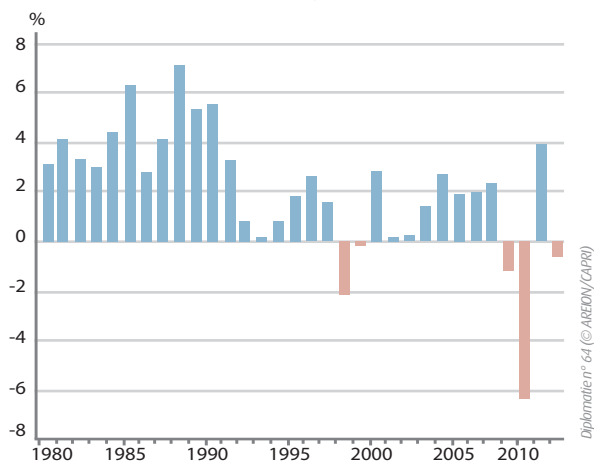
Photo ci-dessus :

Centrale nucléaire à l'arrêt, à Takama dans la préfecture de Kyoto au Japon. L'accident nucléaire de Fukushima a entraîné la fermeture de tous les réacteurs nucléaires japonais, obligeant le gouvernement à repenser sa politique énergétique. Le 12 juillet 2013, le gouvernement japonais a lancé le chantier du plus grand champ éolien offshore au monde, à Fukushima. Symbole du rétablissement de la ville, ce concept de ferme éolienne flottante qui reliera 143 éoliennes et produira un gigawatt d'électricité, constitue selon Keisuke Murakami, responsable des énergies nouvelles et renouvelables, l'atout du Japon pour la prochaine étape du développement des énergies renouvelables. (© Hironinmasa)

Photo ci-contre :

La Bourse de Tokyo, propriété du Japan Exchange Group, né de la fusion de la Bourse de Tokyo et de la Bourse d'Osaka le 1^{er} Janvier 2013. En mai 2013, le Japan Exchange Group constituait la 3^e place financière mondiale en termes de capitalisation boursière totale. (© Sean Pavone)

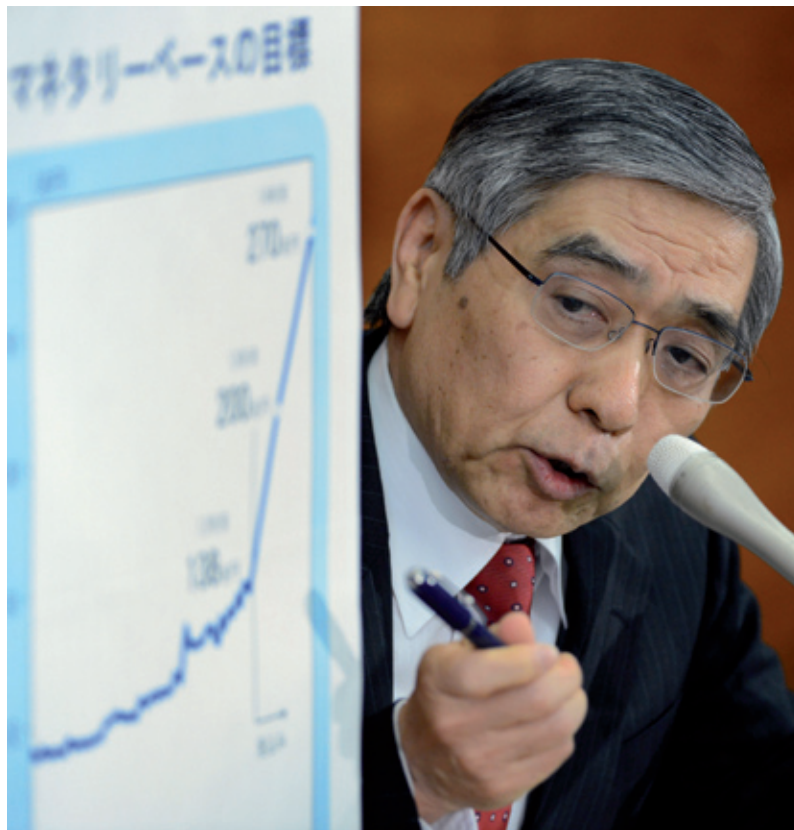
Évolution de la croissance japonaise depuis 1980



Source : IMF World Economic Outlook database

à la hausse les échanges de biens et de pièces manufacturés. Les exportations vers la Chine passent de 4,9 trillions à 12,8 trillions ¥, une hausse de 160 %, alors que ce pays devient en 2006 son principal partenaire commercial devant les États-Unis (5). Derrière cette croissance, se cachent des problèmes non résolus de la décennie perdue comme la déflation, la faible consommation et la dette nationale. La taille de ces problèmes a été amplifiée par des transformations socio-économiques et démographiques d'un nouvel ordre qui indiquent plutôt un « déclin tranquille » qu'une nouvelle ère de prospérité.

A posteriori, on peut comprendre que le Japon n'avait tout simplement pas la résistance nécessaire pour affronter le choc Lehman de 2008 qui repousse le pays dans un cycle de stagnation/récession. Le gouvernement est forcé de mettre en place des plans de relance, une pratique très fréquente jusqu'en 2002, mais qui n'avait pas été nécessaire depuis. À la fin de l'année 2008, le gouvernement a déjà proposé trois plans de relance d'une valeur globale de 400 milliards \$. Rien n'y fait, le PIB se contracte de 6,9 % en 2009. Le PM Taro Aso annonce en avril un nouveau plan de relance d'une valeur équivalente à 3 % du PIB, le plus important de l'histoire contemporaine du Japon. Ces plans ratissent large : le gouvernement annonce des subventions pour l'achat d'appareils électroménagers et électroniques à faible consommation d'énergie ; il organise des programmes de promotion de l'emploi, des projets d'infrastructures comme la revitalisation



“ Le nouvel homme fort du Japon aurait-il réussi là où de nombreux politiciens ont échoué : sortir le Japon de son « déclin tranquille » en éliminant la déflation ? ”

des communautés et il prend des mesures qui n'entraînent pas de nouvelles dépenses comme la garantie de prêts aux PME ou bien encore des baisses d'impôts, de taxes ou de tarifs comme le péage sur les autoroutes. Sur le front monétaire, la Banque du Japon (BdJ) va agir rapidement pour stabiliser le système financier et participer de trois façons à la relance de la croissance : un retour graduel à la politique du taux zéro, la même qui était en vigueur de 1998 à 2006. En octobre 2010, le taux d'escompte atteint 0,1 %. La Banque entend également une politique d'assouplissement monétaire, elle hausse ses achats de bons du Trésor à la hauteur de 16,7 trillions ¥ et achète du papier commercial et des obligations d'entreprises pour injecter un maximum de liquidité et soutenir la demande (6). Le Japon se trouve alors dans sa deuxième décennie perdue.

En pleine crise financière mondiale, la donne politique change radicalement. Le Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir depuis 1955 est défait par le Parti démocratique du Japon (PDJ), créé en 1996 par de jeunes réformistes en mesure de rassembler dans un seul grand parti les forces divisées de l'opposition. Les espoirs sont élevés. Le PDJ promet une « nouvelle façon de faire la politique », « propre » et proche des citoyens ; il s'engage à remettre le pouvoir aux élus en matant l'influence de la bureaucratie et à stopper les projets d'infrastructures qui sont à la base de l'électoratisme légendaire du système politique nippon. En pleine crise financière mondiale, le PDJ ne peut faire beaucoup avec les finances publiques qui sont dans un bien piètre état ; il sera rongé par les divisions internes et l'électorat l'abandonne rapidement. Malgré sa promesse électorale de mettre fin à

Photo ci-contre :

Le 4 avril 2013, le nouveau gouverneur de la Banque du Japon, Haruhiko Kuroda, donne sa première conférence de presse. Nommé à ce poste car jugé favorable à l'assouplissement monétaire souhaité par le Premier ministre, il a notamment déclaré qu'il n'hésiterait pas à prendre les mesures nécessaires pour stimuler l'économie du pays et mettre fin à plus de quinze ans d'inflation. Lors du dernier sommet du G20 à Moscou en juillet 2013, les pays membres ont une nouvelle fois apporté leur soutien à la politique monétaire japonaise. (© AFP/Toshifumi Kitamura)



« L'État construction », le gouvernement annonce en décembre 2009 un plan de relance de 80 milliards \$ avec des mesures de lutte contre la pauvreté, de soutien à l'emploi et environnementales. Avec à l'horizon la menace d'une récession à double creux, le gouvernement revient à la charge en octobre 2010 avec un autre plan de relance d'une valeur de 64 milliards \$ et la Bdj poursuit sa politique d'assouplissement monétaire (7). Tous ces efforts portent peu de fruits. Depuis 2007, le Japon a perdu 500 milliards \$US en revenu national brut, l'équivalent d'une économie nationale de la taille de la Norvège (8). Au contraire de bien d'autres économies avancées, le Japon lutte encore contre les effets du choc Lehman quand il est frappé par la triple catastrophe (séisme, tsunami et accident nucléaire) du 11 mars 2011. Les dommages sont évalués à plus de 260 milliards \$, faisant de cette catastrophe la plus coûteuse de l'histoire du Japon. Les conséquences à long terme seront probablement beaucoup plus néfastes à l'économie que les dommages immédiats, notamment la fermeture de tous les réacteurs nucléaires en service peu de temps après le 11 mars. Deux réacteurs ont été remis en marche depuis, mais il est fort peu probable que plusieurs autres puissent l'être considérant les nouvelles exigences du gouvernement en matière de sécurité. Avec l'importation massive de combustibles fossiles pour soutenir la production d'électricité, le Japon fait l'expérience en

Abenomikusu à la thérapie de choc du PM Abe pour « donner au Japon dix ans de croissance après vingt ans de stagnation ». Examinons les trois flèches des *Abenomics*.

• L'assouplissement monétaire

Pour que sa première flèche atteigne sa cible, Abe devait éliminer la réticence légendaire de la Bdj à l'égard du ciblage inflationniste. La Banque a toujours soutenu que ce n'était pas son rôle de lutter contre la déflation – sauf pour empêcher une spirale déflationniste d'émerger – mais d'assurer la stabilité financière et monétaire du pays. Devant les menaces de « diluer » l'indépendance de la Banque, son gouverneur, Masaaki Shirakawa, quittait son poste en mars 2013, trois semaines plus tôt que prévue pour permettre au gouvernement de choisir un nouveau gouverneur plus favorable aux plans de relance du PM Abe. Haruhiko Kuroda a été choisi à la tête de la Bdj pour trois raisons : ayant fait carrière au sein du ministère des Finances, il sera en mesure de changer plus facilement les valeurs institutionnelles de la Banque. Il possède une expérience internationale à titre de directeur général de la Banque asiatique de développement et, enfin, lorsque son nom a circulé comme candidat potentiel, il a clairement affirmé qu'il était en faveur d'un assouplissement monétaire hétérodoxe en mesure d'éliminer la déflation.

Photo ci-dessous :

Le port de Tokyo, au Japon. En juillet 2013, le déficit commercial japonais a presque doublé en un an, dépassant le seuil des 1000 milliards de yens. Suite à la catastrophe nucléaire de 2011 et à l'arrêt des centrales nucléaires, le pays a dû augmenter massivement ses importations d'énergie fossile pour compenser. En juillet 2013, les achats de pétrole ont enregistré une augmentation de 30 %. Parallèlement, les exportations ont également progressé, ce qui constitue un signe positif pour le gouvernement japonais, qui compte sur le dynamisme du commerce extérieur pour relancer durablement l'activité du pays. (© jorisvo)

“ Au contraire de bien d'autres économies avancées, le Japon lutte encore contre les effets du choc Lehman quand il est frappé par la triple catastrophe (séisme, tsunami et accident nucléaire) du 11 mars 2011. ”

2011 d'un premier déficit commercial en plus de trente ans de l'ordre de 32 milliards \$, soit la somme équivalente à la hausse des importations de gaz naturel. En mai 2013, le Japon avait un déficit commercial accumulé de près de 47 milliards \$, du jamais vu dans son histoire récente. La production industrielle a chuté de 16 % après le 11 mars et s'établit encore aujourd'hui à 10 % au-dessous de l'avant-Fukushima, indiquant une accélération du phénomène de désindustrialisation, tous secteurs confondus (9).

Les *Abenomics* et les trois flèches du Premier ministre

Shinzo Abe est le premier politicien depuis la fin de l'occupation américaine à décrocher un deuxième mandat non consécutif à la tête du pays. Il a été élu PM en 2007, mais incapable de chasser les souliers de son prédécesseur, l'imposant Junichiro Koizumi, il a démissionné douze mois plus tard, souffrant d'une maladie liée au stress. Il est revenu en force en décembre 2012 menant le PLD à une victoire éclatante contre le PDJ. C'est le député Hidenao Nakagawa – un allié de longue date du Premier ministre et l'un des architectes de la politique économique néolibérale de l'ancien PM Koizumi – qui a donné le nom



Au mois d'avril 2013, Kuroda annonçait sa stratégie d'assouplissement monétaire qui visait à doubler en deux ans la masse monétaire (60 à 70 trillions ¥ ou approximativement 600 à 700 milliards \$ par année) pour atteindre un taux d'inflation de 2 % en 2014. La Bdj veut amener les ménages et le secteur privé à dépenser maintenant dans la perspective d'une hausse des prix, pour ainsi éliminer les tendances déflationnistes de l'économie. L'achat d'obligations d'État sera dorénavant à la hauteur annuelle de 50 trillions ¥ (500 milliards \$) et la Bdj va également hausser ses achats annuels de fonds indiciels cotés (*exchange-traded funds*) à 1000 milliards ¥ et de fiducies de placement immobilier (*real-estate trust funds*) à hauteur de 30 milliards ¥ (10). De cette façon, la Bdj pousse à la baisse le rendement pour inciter les investisseurs à acheter des actions ou des propriétés

foncières, des actifs à plus fort risque. Selon la revue *Sentaku*, Kuroda implante de nouvelles valeurs « rappelant les changements sans précédents de l'après-guerre ». Kuroda a affirmé qu'il ne craignait pas la formation d'une bulle financière et il est prêt à prendre de nouvelles initiatives pour s'assurer d'atteindre l'objectif de 2 % d'inflation.

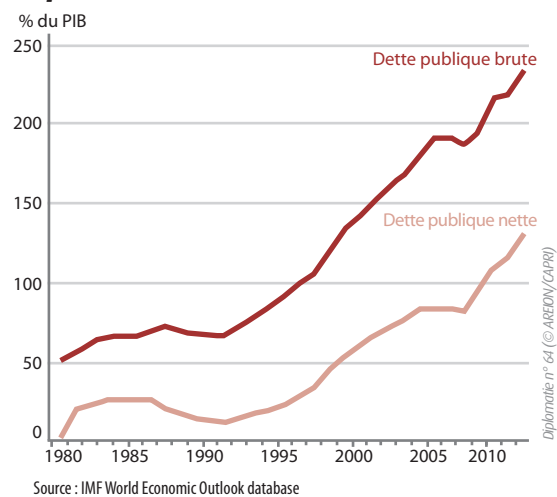
• Une politique fiscale flexible

Le PM Abe exige de son gouvernement une politique fiscale « flexible » en mesure, à la fois, de soutenir la demande avec l'aide d'un plan de relance économique traditionnel et d'initier des mesures de « consolidation fiscale » pour couper de moitié la taille du déficit primaire (le déficit budgétaire moins les dépenses liées au service de la dette). Le PM Abe cherche-t-il à résoudre la quadrature du cercle ou bien est-ce une réelle possibilité de sortir le Japon d'un endettement massif ? La dette nationale du Japon devrait atteindre en 2013 entre 235 et 245 % du PIB amenant possiblement le gouvernement vers une crise fiscale où il ne serait plus en mesure de soutenir ses dépenses et ses politiques publiques sans mettre en danger sa solvabilité (11). Une hausse des revenus est nécessaire, et à cet égard, le gouvernement Abe peut profiter de la décision de l'ancien gouvernement du PDJ de faire passer de 5 à 10 % la TVA, ce qui devrait rapporter au Trésor public plus de 10 trillions ¥ (environ 100 milliards \$) en revenu additionnel, un montant qui pourrait bien être annulé par la hausse continue des dépenses publiques (de 70,5 trillions ¥ en 1992 à un sommet de 100,7 trillions ¥ en 2012) dont 46,3 % est couvert par des obligations d'État (12). Dans son annonce du 14 juin 2013 concernant la réforme structurelle, le gouvernement demeure vague sur les coupures budgétaires. Il est clair cependant que « tout est sur la table » dont les dépenses en très forte expansion de la Sécurité sociale (13). Il faudra attendre le budget de l'année fiscale 2014 pour avoir une idée plus claire de l'étendue de la « consolidation fiscale » à laquelle le gouvernement soumettra les contribuables.

Photo ci-dessous :

Le 15 janvier 2013 à Tokyo, le ministre des Finances japonais, Taro Aso, donne une conférence de presse lors de laquelle il annonce que le gouvernement japonais a approuvé un budget supplémentaire qui comprend l'émission de 87,8 milliards de dollars pour financer un plan de relance visant à dynamiser la troisième économie mondiale. (© AFP/Yoshikazu Tsuno)

Évolution de la croissance japonaise depuis 1980



« La dette nationale du Japon devrait atteindre en 2013 entre 235 et 245 % du PIB, amenant possiblement le gouvernement vers une crise fiscale où il ne serait plus en mesure de soutenir ses dépenses et ses politiques publiques sans mettre en danger sa solvabilité. »

En revanche, Tokyo a chiffré à 10 trillions ¥, soit environ 100 milliards \$ le plan de relance économique dans l'espoir d'ajouter 2 % à la croissance et de créer 600 000 emplois. La moitié du montant ira à la réalisation de travaux publics, entièrement financés par l'émission d'obligations de « construction » (*construction bonds*). D'autres fonds seront disponibles pour la construction d'usines « vertes » à faible consommation d'énergie, la recherche et le développement, ainsi que la promotion et le soutien à l'investissement, notamment pour les PME (14).

• La réforme structurelle

Les deux flèches précédentes peuvent sortir le pays de la déflation, mais à plus long terme, la prospérité doit reposer sur une réforme structurelle qui a comme objectifs une croissance annuelle de 2 % du PIB pour les dix prochaines années et une croissance à moyen terme de 2 % de la productivité du travail. La publication le 14 juin 2013 d'une version préliminaire de cette réforme indique que le gouvernement ne possède pas encore une vision très précise de celle-ci. La réforme ratisse extrêmement large et présente des mesures qui vont principalement redynamiser le secteur privé comme la vente en ligne de médicaments, la libéralisation de la vente au détail de l'électricité, la création de zones économiques spéciales faiblement régulées,





l'élaboration de partenariats public-privé pour les infrastructures sociales, la promotion des investissements privés afin de les ramener à leur niveau d'avant 2008 (70 trillions ¥). Elle prévoit également la promotion de la restructuration des firmes pour leur assurer une plus grande rentabilité par le biais, par exemple, de congés de taxe et favorise la création de nouvelles entreprises notamment en facilitant l'accès au capital risque. Le gouvernement poursuit un processus d'ouverture de l'économie à la concurrence étrangère entrepris au début des années 2000 en ayant comme objectif de faire passer de 19 à 70 % le commerce couvert par des accords de libre-échange (ALE), notamment en négociant un ALE avec l'Union européenne, un ALE trilatéral avec la Corée du Sud et la Chine, et en devenant partie prenante aux négociations du Partenariat transpacifique. Il vise également à doubler les stocks d'investissements étrangers au Japon pour qu'ils atteignent 35 trillions ¥ d'ici 2020, soit environ 350 milliards \$.

En somme, les problèmes économiques du Japon sont non seulement structurels, mais également inédits. La conjonction quasi invraisemblable d'une série de crises économiques, poli-

“ Le Japon est la première société avancée à repenser son modèle de croissance et de prospérité dans le contexte d'un déclin démographique pleinement accepté par une société refusant l'immigration. ”

tiques et sociales dans le contexte difficile de la mondialisation a jeté à terre le modèle développementaliste qui avait propulsé l'archipel au statut de deuxième puissance économique mondiale. Tout en tentant une sortie de crise, le Japon se cherche un nouveau modèle qui doit dégager, comme le précédent, une nouvelle prospérité à long terme. À la différence des années 1950 et 1960, les options sont beaucoup plus limitées, entre autres, en raison de l'endettement massif de l'État, la désindustrialisation et, tout particulièrement, le déclin démographique qui réduira de moitié la population japonaise d'ici 2080. Le Japon est la première société avancée à repenser son modèle de croissance et de prospérité dans le contexte d'un déclin démographique pleinement accepté par une société refusant l'immigration. Ironiquement, l'un des principaux fondements de ce modèle se trouve être la poursuite de l'internationalisation de l'économie déjà fort avancée et menée de front par les firmes japonaises qui ont à l'étranger près de 3,8 millions d'employés et des ventes de 1040 milliards \$, un cinquième du PIB nippon (15). Pour une société qui dans son ensemble est étroitement régulée, jalouse de son identité, de ses traditions et de ses valeurs, le défi sera peut-être après tout de s'assurer que cette internationalisation se fasse également vers l'intérieur.

Éric Boulanger



Notes

- (1) *The Japan Times*, « The Dark Side of Abenomics », 17 juin 2013.
- (2) Hiroko Tabuchi, « In Japan, a Growth Strategy With Echoes of the Past », *The New York Times*, 12 juin 2013.
- (3) Organisation de coopération et de développement économiques, *OECD Economic Surveys : Japan 2013*, OECD Publishing, 2013, p. 25. En ligne : http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-jpn-2013-en
- (4) Saori N. Katada, « Financial Crisis Fatigue? Politics behind Japan's Post Global Financial Crisis Economic Contraction », *Japanese Journal of Political Science*, vol. 14, n° 2, juin 2013, p. 223-242.
- (5) Les chiffres sur le commerce extérieur du Japon sont tirés du site Internet des Douanes du Japon. En ligne : http://www.customs.go.jp/toukei/info/index_e.htm
- (6) Saori N. Katada, *op. cit.*, 2013.
- (7) *Ibid.*
- (8) Cabinet du Premier ministre, *Economic Policy Speech by H.E. Mr. Shinzo Abe*, 19 juin 2013. En ligne : http://www.kantei.go.jp/foreign/96_abe/statement/201306/19guildhall_e.html Consulté le 28 juin 2013.
- (9) OCDE, *op. cit.*, 2013, p. 60.
- (10) Banque du Japon, *Introduction to the « Quantitative and Qualitative Monetary Easing »*, Tokyo, 4 avril 2013. En ligne : http://www.boj.or.jp/en/announcements/release_2013/k130404a.pdf Consulté le 12 juin 2013.
- (11) Daniel Snieder, « Japan's Daunting Challenge », *The National Interest*, mars-avril 2013, p. 45 ; OCDE, *op. cit.*, 2013, p. 38-45.
- (12) Ministère des Finances, *Japan's Fiscal Condition*, Tokyo, janvier 2013. En ligne : <http://www.mof.go.jp/english/budget/budget/fy2013/02.pdf>
- (13) Cabinet du Premier ministre, *Japan Revitalization Strategy*, 14 juin 2013. En ligne : http://www.kantei.go.jp/jp/singi/keizaisaisei/pdf/en_saikou_jpn.pdf
- (14) Ministère des Finances, *Outline of the FY2012 Supplementary Budget*, Tokyo, 15 janvier 2013. En ligne : <http://www.mof.go.jp/english/budget/budget/fy2012/e20130204a.pdf> Consulté le 28 juin 2013.
- (15) Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI), *Quarterly Survey of Overseas Subsidiaries (January-March 2013)*, Tokyo, 26 juin 2013. En ligne : <http://www.meti.go.jp/english/statistics/tyo/genntihou/index.html> Consulté le 2 juillet 2013.

Photo ci-dessus :

Le 15 mars 2013 à Tokyo, le Premier ministre japonais Shinzo Abe répond aux questions concernant le projet d'accord de Partenariat Transpacifique (TPP) regroupant une douzaine de nations (Brunei, Chili, Nouvelle-Zélande, Singapour, États-Unis, Australie, Pérou, Vietnam, Malaisie, Mexique, Canada et Japon). En août 2013, le ministre du Commerce japonais, Toshimitsu Motegi, a rencontré son homologue américain concernant le TPP et a déclaré que le Japon souhaitait conclure dans l'année les négociations donnant naissance au TPP, qui deviendrait alors la plus grande zone de libre-échange au monde. (© AFP/Toshifumi Kitamura)

UN AUTRE REGARD SUR LE MONDE...

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

Abonnez-vous, et économisez jusqu'à 35 % !



~~54€~~ **40€**

seulement pour toute une année de lecture, au lieu de 54 €
tarifs pour la France métropolitaine, voir conditions d'abonnement

~~108€~~ **70€**

seulement pour deux ans de lecture, au lieu de 108 €
tarifs pour la France métropolitaine, voir conditions d'abonnement

Également disponibles :

Des CD-ROM millésimés pour revenir sur 10 ans de *Diplomatie*



Délai de livraison : sous quinzaine dès réception de votre règlement. Pour des commandes en express, contactez le service commandes.

DIPLOMATIE



Nom.....
Prénom.....
Organisation/Profession.....
Adresse.....

Code postal.....
Ville.....
Pays.....
Téléphone.....
E-mail.....

Paiement :

par chèque uniquement pour la France (à l'ordre d'Areion)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte ____ / ____ / ____ / ____

Date d'expiration __ / __

Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) ___

Signature (obligatoire) :

Abonnement 1 an (6 numéros) (port compris)

France métropolitaine **40 €**

DOM/TOM Europe **55 €**

Étranger **70 €**

Abonnement 2 ans (12 numéros) (port compris)

France métropolitaine **70 €**

DOM/TOM Europe **100 €**

Étranger **130 €**

CD millésimés

(1 an de Diplomatie au format numérique) (port compris)

France métropolitaine **40 €**

DOM/TOM Europe **45 €**

Étranger **50 €**

CD 2003 (N° 1 à 6)

CD 2005 (N° 12 à 17)

CD 2007 (N° 24 à 29)

CD 2009 (N° 36 à 41)

CD 2011 (N° 48 à 53)

CD 2004 (N° 7 à 11)

CD 2006 (N° 18 à 23)

CD 2008 (N° 30 à 35)

CD 2010 (N° 42 à 47)

CD 2012 (N° 54 à 59)

Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

WWW.GEOSTRATEGIQUE.COM



(Tarifs valables jusqu'au 30 novembre 2013)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

Bulletin à découper/photocopier et à renvoyer à AREION Group - DIPLOMATIE - 91, rue Saint-Honoré - 75001 Paris (France) - Tél. : +33 (0)1 75 43 52 71 - Fax : +33 (0)8 11 62 29 31 - commande@areion.fr

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays Téléphone

E-mail

Paiement : par chèque **uniquement pour la France** (à l'ordre d'Areion)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte ____ / ____ / ____ / ____ Date d'expiration __ / __

Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) ____

Signature (obligatoire):

Abonnez-vous à la nouvelle collection

DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS

Abonnement 1 an (6 numéros) (port compris)

France métropolitaine **45 €**

DOM/TOM Europe **60 €** Étranger **75 €**

Abonnement 2 ans (12 numéros) (port compris)

France métropolitaine **80 €**

DOM/TOM Europe **110 €** Étranger **140 €**

Achat au numéro

DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS (port compris)

Tarif promotionnel : France métropolitaine **11,95 €**

DOM/TOM Europe **13,95 €** Étranger **15,95 €**

N°02 : Géopolitique de l'information (Avril 2011)

CD N°03 : Géopolitique des États-Unis (Juin 2011)

N°04 : Géopolitique du Vatican (Août 2011)

N°05 : Géopolitique de la Russie (Octobre 2011)

N°06 : Atlas géostratégique 2012 (Décembre 2011)

N°07 : L'état des conflits 2012 (Février 2012)

N°08 : Géopolitique du Brésil (Avril 2012)

N°09 : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est (Juin 2012)

N°10 : Géopolitique des mers et des océans (Août 2012)

N°11 : Géopolitique du Caucase (Octobre 2012)

N°12 : Atlas géostratégique 2012 (Décembre 2012)

N°13 : L'état des conflits 2013 (Février 2013)

N°14 : Géopolitique de l'Inde (Avril 2013)

N°15 : Géopolitique de l'eau (Juin 2013)

N°16 : Géopolitique des religions (Août 2013)

CD millésimé

LES GRANDS DOSSIERS au format numérique (port compris)

Tarif promotionnel : France métropolitaine **50 €**

DOM/TOM Europe **55 €** Étranger **60 €**

CD 2011 (N° 1 à 6) CD 2012 (N° 7 à 12)

Abonnement couplé

DIPLOMATIE + DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS

Abonnement 1 an (6 + 6 numéros) (port compris)

France métropolitaine **75 €**

DOM/TOM Europe **105 €** Étranger **135 €**

Abonnement 2 ans (12 + 12 numéros) (port compris)

France métropolitaine **140 €**

DOM/TOM Europe **200 €** Étranger **260 €**

(Tarifs valables jusqu'au 30 novembre 2013)

Délai de livraison : sous quinze jours de réception de votre règlement.

Pour des commandes en express, contactez le service commandes.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

LES GRANDS DOSSIERS



Grands Dossiers
n° 01
L'ÉTAT DES CONFLITS
2011



Grands Dossiers
n° 02
GÉOPOLITIQUE DE
L'INFORMATION



Grands Dossiers
n° 03
GÉOPOLITIQUE
DES ÉTATS-UNIS



Grands Dossiers
n° 04
GÉOPOLITIQUE
DU VATICAN



Grands Dossiers
n° 05
GÉOPOLITIQUE
DE LA RUSSIE



Grands Dossiers
n° 06
ATLAS
GÉOSTRATÉGIQUE
2012



Grands Dossiers
n° 07
L'ÉTAT DES CONFLITS
2012



Grands Dossiers
n° 08
GÉOPOLITIQUE
DU BRÉSIL



Grands Dossiers
n° 09
GÉOPOLITIQUE
DE L'ASIE
DU SUD-EST



Grands Dossiers
n° 10
GÉOPOLITIQUE
DES MERS ET
DES OcéANS



Grands Dossiers
n° 11
GÉOPOLITIQUE
DU CAUCASE



Grands Dossiers
n° 12
ATLAS
GÉOSTRATÉGIQUE



Grands Dossiers
n° 13
L'ÉTAT DES CONFLITS
2013



Grands Dossiers
n° 14
GÉOPOLITIQUE
DE L'INDE



Grands Dossiers
n° 15
GÉOPOLITIQUE
DE L'EAU



Grands Dossiers
n° 16
GÉOPOLITIQUE
DES RELIGIONS

Retrouvez les sommaires détaillés sur
diplomatie-presse.com



... et abonnez-vous
 au tarif préférentiel
 de 45€*
 au lieu de 66€**

Également disponibles : Des CD millésimés pour
 revenir sur toute une année de *Grands Dossiers*



* en France métropolitaine (voir conditions tarifaires sur le bulletin d'abonnement)